

LAMNAY

(Sarthe)

☎ 02.43.93.23.17

Fax : 02.43.71.31.00

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, André ROULLIER, Maire de Lamnay,
certifie sur l'honneur avoir constaté ce jour, à la demande de Monsieur FOUCAULT Didier,
autorisé par arrêté n° 01.1167 du 20 mars 2001, à exploiter une carrière sur la Commune
au lieu-dit "Château Fort" :

- La remise en état à l'identique de la parcelle section A n° 673 "Champ des Pierres" :
➤ Nettoyage, nivellement et décompactage du fond de fouille de l'excavation

Les autres prescriptions indiquées dans l'article 4.3. de l'arrêté préfectoral n° 99.2456 du
15 juin 1999 n'ont pas été réalisées (reboisement).

En foi de quoi j'ai établi la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit.

A Lamnay, le 17 mars 2006

LE MAIRE,

A. ROULLIER



Service origine :

PREFECTURE DE LA SARTHE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES
ET EUROPEENNES

Arrêté n° 01.1167 du 20 MAR. 2001

OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Changement d'exploitant de carrière à LAMNAY, lieu-dit
« Château Fort »
Exploitant : Entreprise Didier FOUCAULT.

LE PREFET DE LA SARTHE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié ;

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 1999 autorisant l'EURL HERISSON à exploiter une carrière à ciel ouvert de cénomanien sur le territoire de la commune de LAMNAY, lieu-dit « Château Fort », parcelles cadastrées section A n° 350 et 673 ;

VU la demande présentée par l'Entreprise Didier FOUCAULT en vue d'obtenir le transfert à son nom de l'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral susvisé ;

VU les plans et documents annexés à cette demande ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de LAMNAY ;

VU l'avis émis par M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement des Pays de la Loire ;

VU l'avis émis par la commission départementale des carrières, réunie le -7 MAR. 2001 ;

VU l'ensemble des pièces du dossier ;

LE demandeur entendu ;

SUR PROPOSITION de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

L'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 99.2456 du 15 juin 1999 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'Entreprise Didier FOUCAULT est autorisée à poursuivre l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de cénomanien située sur le territoire de la commune de LAMNAY, lieu-dit « Château Fort »

ARTICLE 2.

L'autorisation est accordée pour une durée de 10 ans, à compter du 15 juin 1999.

ARTICLE 3

La production annuelle de la carrière ne dépassera pas 40 000 tonnes. Elle sera en moyenne de 27 000 tonnes.

ARTICLE 4

La carrière devra disposer de garanties financières pour la remise en état du site, en application des articles 23-2 à 23-7 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977. Les modalités portant sur ces garanties financières sont fixées en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 5

Toutes les dispositions de l'arrêté préfectoral du 15 juin 1999, non contraires à celles ci-dessus, demeurent applicables.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Ce document doit être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant

ARTICLE 7 - PUBLICITE DE L'ARRETE

7.1 - A la mairie de LAMNAY :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture - bureau de la protection de l'environnement.

7.2 - Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de la société, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 8 - DIFFUSION

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

ARTICLE 9 - RECOURS

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration du début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'État dans le département.

ARTICLE 10

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe, Monsieur le Maire de LAMNAY, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement à Nantes, l'Inspecteur des Installations classées au Mans, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Conservateur Régional de l'Archéologie auprès du Directeur Régional des Affaires Culturelles, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, Monsieur le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, et Monsieur le Commandant le Groupement de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation
Pour le Préfet,
l'Attaché Chef de Bureau

Yvette BRUNOT



LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé : Bernard GUÉRIN



Entreprise Didier FOUCAULT
CARRIERE AU LIEU-DIT « Château Fort »
SUR LA COMMUNE DE LAMNAY

PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX GARANTIES FINANCIERES

1. L'autorisation a une durée de 10 ans qui inclut la remise en état. Elle expire le 15 juin 2009.
2. La production annuelle autorisée est de 27 000 tonnes, en moyenne et de 40 000 tonnes au maximum
La quantité totale autorisée à extraire est de 284 000 tonnes.
3. Le site de la carrière porte sur une surface de 2,78 hectares exploitables.
4. L'exploitation et la remise en état sont fixées selon le schéma d'exploitation et de remise en état annexé au présent arrêté.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état est achevée au plus tard trois mois avant l'échéance de l'autorisation.

5. La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale.

A chaque période correspond un montant de garantie financière permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état à chacun des termes de ces périodes est (montant défini avec comme référence l'indice TP 01 égal à 454,6) :

- au 15 juin 2004 : 371 318 F TTC pour une surface de 1,65 ha
- au 15 juin 2009 : 159 443 F TTC pour une surface de 1,13 ha

6. Aménagements préliminaires et notification de la constitution des garanties financières

Dès que les aménagements préliminaires définies à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ont été réalisés, l'exploitant adresse au Préfet une déclaration de début d'exploitation et le document établissant la constitution des garanties financières conforme au modèle fixé par l'arrêté du 1^{er} février 1996.

7. L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

8. Fin d'exploitation

L'exploitant adresse au moins un an avant la date d'expiration de l'autorisation une notification et un dossier comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photos) ;
- le plan de remise en état définitif ;
- un mémoire sur l'état du site.

L'exploitant adresse au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation une notification de fin d'exploitation comprenant les mêmes éléments précités actualisés.

9. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est actualisé par période de cinq ans en fonction de l'indice TPO1 ou sur une période inférieure lorsqu'il y a une augmentation de l'indice supérieure à 15 %. Le montant des garanties financières est dans ce cas actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

- 9.1. Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.
10. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
11. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.
12. Le Préfet fait appel aux garanties financières :
 - soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement ;
 - soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.
13. Remise en état non conforme à l'arrêté d'autorisation.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement.

ETAT D'AVANCEMENT DE L'EXTRACTION de la carrière du "Chateau-Fort" à LAMNAY (72)

JUILLET 2003

FOUCAULT Didier

141.88 - cote altimétrique

102 - numéro du point

- périmètre d'extraction pris en compte

Dressé par ALLANIC A. J.

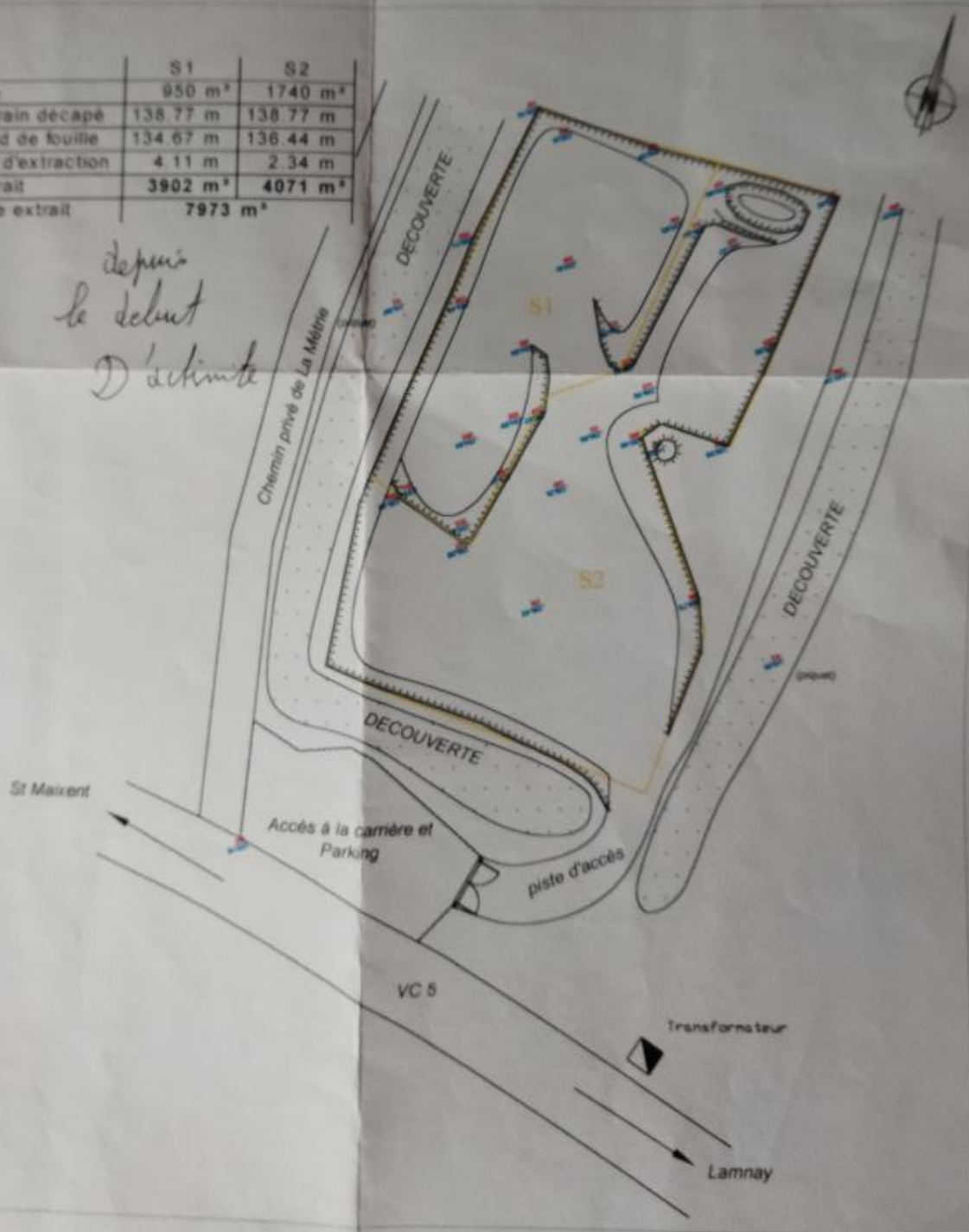
d'après levé topographique

réalisé le 24/07/03

Echelle : 1/500

	S1	S2
Surfaces d'extraction	950 m ²	1740 m ²
Niveau moyen du terrain décapé	138.77 m	138.77 m
Niveau moyen du fond de fouille	134.67 m	136.44 m
Profondeur moyenne d'extraction	4.11 m	2.34 m
Volume en place extrait	3902 m ³	4071 m ³
Volume total en place extrait	7973 m ³	

*depuis
le début
D'activité*



SOGETI

CHIFFRE D'AFFAIRE 2002

PRÉFECTURE DE LA SARTHE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES
Bureau de l'Environnement

AFFAIRE SUIVIE PAR :
Mme Grandorge
Tel : 02 43 38 70 57
Télécopie : 02 43 38 01 93
genevieve.grandorge@sarthe.pref.gouv.fr

LE MANS, le 18 mai 2006

Monsieur,

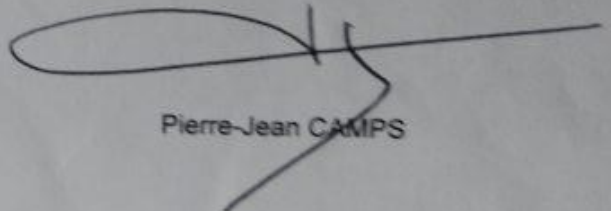
Par lettre du 12 mars 2006, vous m'aviez fait part de l'état d'avancement de la remise en état de la carrière exploitée par l'entreprise Didier FOUCAULT sur un terrain vous appartenant, au lieudit Château Fort à LAMNAY.

Selon les services de la DRIRE la remise en état est conforme aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 14 avril 2004.

En ce qui concerne les plantations prévues pour le boisement, évoquées dans votre courrier susvisé, M. FOUCAULT m'a communiqué copie de sa lettre du 7 avril 2006, faisant apparaître qu'un accord était intervenu avec vous-même à ce sujet.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Directeur Délégué



Pierre-Jean CAMPS

Monsieur Guy GERNOT
6, rue du Vivier
72320 LAMNAY

Monsieur GERNOT Guy
Le Bourg
72 LAMNAY

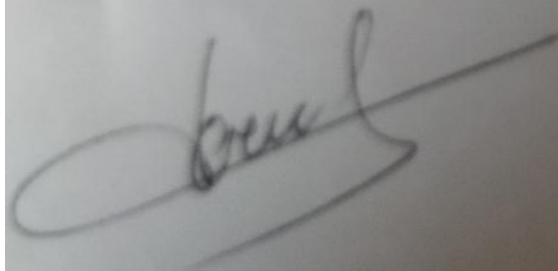
Authon, le 7 avril 2006

Monsieur,

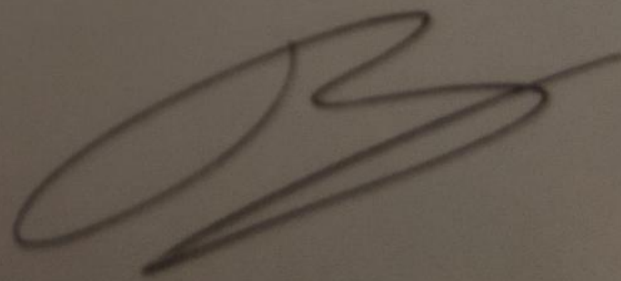
Suite à votre demande, je vous remets ce jour de la semence de chêne
afin que vous replantiez vous-même la parcelle n° 673 vous appartenant
situé lieu dit « château fort ».

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Mr GERNOT

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Gernot', written in a cursive style.

Didier FOUCAULT

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Didier Foucault', written in a cursive style.